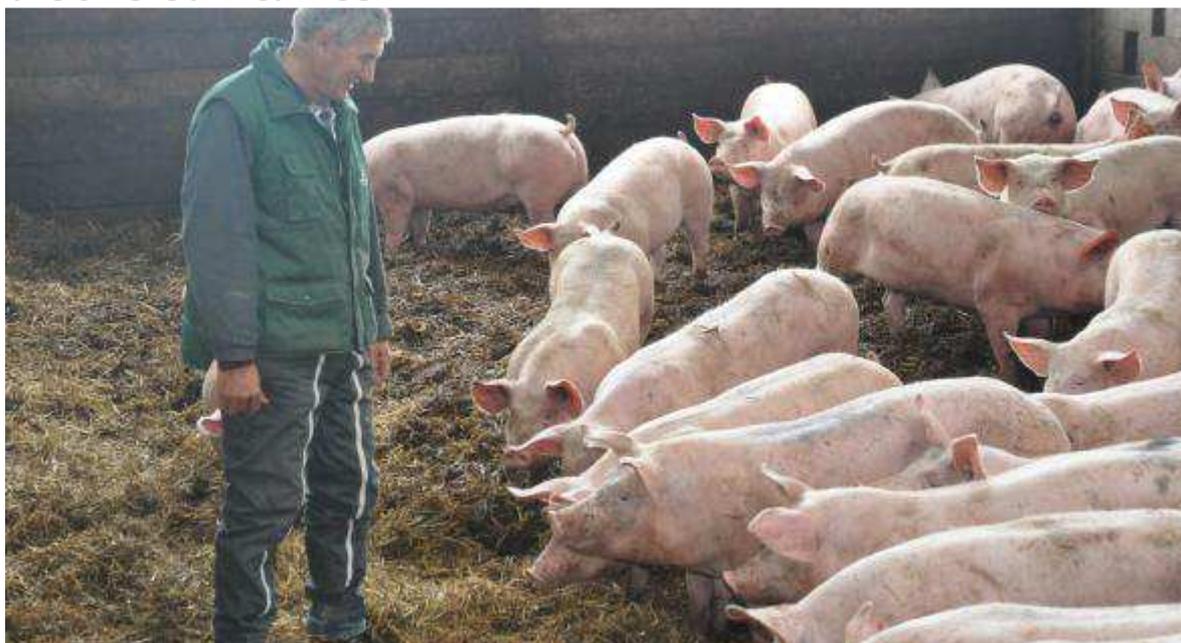


# Le porc cherche son salut

PUBLIÉ LE 19/10/2014

**Les producteurs de porc picards souffrent depuis des mois : les prix de vente baissent, les coûts de production augmentent. Dans ce contexte, l'embargo russe n'arrange rien. Rappel des faits : La Russie a décrété, le 7 août 2014, un embargo sur des produits alimentaires en provenance d'Europe et des États-Unis, en représailles aux sanctions économiques occidentales contre Moscou, accusé de soutenir les séparatistes prorusses en Ukraine. Sont concernés le bœuf, le porc, la volaille, le poisson, le fromage, le lait, les légumes et les fruits. Cet embargo est un nouveau coup dur pour les producteurs de porc. En fait, pour eux, l'embargo existe depuis janvier 2014, pour raisons sanitaires.**



Un embargo peut en cacher un autre. Depuis août 2014, le porc européen, entre autres aliments, est interdit d'exportation en Russie. Une conséquence de la crise ukrainienne. Mais, de fait, la Russie n'achète plus de porc européen depuis fin janvier. « *Pour un mauvais prétexte* », lâche Jean-Michel Serres, éleveur à Fontaine-sous-Montdidier (Somme). « *La peste porcine africaine a été décelée sur des sangliers dans les pays baltes et la Russie a décrété un embargo sur le porc européen* ».

## Contre le froid, le gras

Or, la Russie importait encore, en 2013, près de 750 000 tonnes de porc provenant des pays européens, dont 6 000 tonnes de France. Cela paraît bien peu mais les conséquences sont importantes pour les producteurs français, dans un contexte global de baisse du prix de vente et de hausse des coûts de production.

« *Les Russes ont besoin d'énergie, ils consomment du gras* », explique Xavier Théron, président de la section porcine de la FDSEA de la Somme, qui possède un élevage à Saint-Vaast-en-Chaussée, près d'Amiens. « *Ils raffolent de saindoux, des abats, tout ce que les Français ne mangent plus* (lire ci-dessous). *Tous ces produits qu'on ne vend plus à la Russie pèsent sur le marché* ». « *O n ne sait pas les vendre à d'autres pays* », renchérit Jean-Michel Serres, qui était, jusqu'en juin, le président de la Fédération nationale porcine, un des syndicats de la FNSEA.

Chaque lundi et chaque jeudi, jours de cotation, Xavier Théron consulte les cours du porc sur le site Internet du Marché du porc breton (MPB), qui fait référence en France. Ici comme ailleurs, règne la loi de l'offre et de la demande. Le constat est implacable : les prix baissent de façon quasi continue. Lundi 13 octobre, le kilogramme de porc, au départ de l'élevage, se négociait à 1,175 euro, soit une baisse de 0,6 centime par rapport au jeudi 9 octobre. Un cours de 1,175 euro, soit le plus bas depuis janvier 2014. Jeudi 16 octobre, il y a bien eu un timide regain avec un cours à 1,176 euro (+ 0,1 centime). Très insuffisant : selon la FDSEA de la Somme, le coût de production actuel se situe aux alentours de 1,55 euro le kilo. La perte annuelle se chiffre à 50 000 euros pour un élevage français moyen, d'après le syndicat agricole.

Les autres pays européens, même concernés par l'embargo russe, s'en tirent mieux. Question de compétitivité. En Allemagne par exemple, les coûts de production sont plus bas qu'en France. « *Là-bas, les coûts de transformation sont inférieurs de 6 centimes au kilo par rapport à nous, et les producteurs allemands touchent 6 centimes de plus à la vente* », annonce Xavier Théron. « *Il n'y a pas de SMIC en Allemagne, la main-d'œuvre, dans les abattoirs, est moins bien payée qu'en France. Et les relations des producteurs avec la grande distribution sont meilleures en Allemagne que chez nous* ». La grande distribution laisse plus de marges aux producteurs.

## Même le « porc royal » est touché

Les prix du Marché du porc breton cités ci-dessus concernent une viande de porc avec un taux de muscle par pièce (TMP) de 56. Plus le chiffre est élevé, moins la viande est grasse. Xavier Théron produit des porcs avec un taux de muscle de 62. Il bénéficie donc d'une plus-value. Tout comme Gilles Maillet,

producteur de « porc royal » à Quend, sur la côte picarde. Une marque locale qui privilégie les circuits courts. Gilles Maillet ne vend pas sa viande à l'export. Elle se retrouve sur les étals des artisans charcutiers de la Somme ou des départements limitrophes. Grâce à la marque « porc royal », Gilles Maillet perçoit 25 centimes environ de plus par kilo que le cours de base du Marché du porc breton. « *Je subis quand même la baisse des prix de vente car le prix de base fait référence* », note le producteur. « *J'a i perdu trente centimes par kilo en deux mois* ».

Alors, quelles solutions ? Comme ses collègues producteurs de la FNSEA, Xavier Théron défend la création d'un label « Porc français » pour relancer la consommation en France. « *La grande distribution n'en veut pas* », s'insurge-t-il. « *Elle se réfugie derrière l'appellation viande transformée en France, ce qui ne garantit rien. Les industriels de la charcuterie vont chercher le porc en Allemagne ou en Espagne pour casser les prix. On ne fera pas manger du porc français à un Espagnol alors que l'Espagne, elle, sait très bien nous vendre son porc* ». Le patriotisme économique passera-t-il aussi par le porc ? Voire... « *Rien ne résiste aux prix* », reconnaît Xavier Théron.

DENIS DESBLEDS

### **Avant, tout était bon dans le cochon**

« Les Français voudraient un cochon avec cinq jambons et quarante côtes ». Derrière la boutade de Xavier Théron, un changement de mentalité des Français au fil des années, selon le producteur : « Les consommateurs veulent désormais du découenné, du dégraissé, du désossé, du dénervé. Les dés de jambon ont remplacé le lard, on ne mange presque plus de pieds de cochon, de jarret, de pâté de tête ». « Tout est bon dans le cochon », disait la sagesse populaire. Mais ça, c'était avant.